



Parti Communiste

Révolutionnaire de France



Rapport enrichi du Comité Central (10 juin 2018)

Situation politique

Depuis notre dernier CC, il n'y a rien de modifié sur le fond si ce n'est une accentuation de la résistance à une politique réactionnaire qui se révèle bien, comme nous l'avions analysé, comme la tentative de passer à une nouvelle étape de la politique des monopoles confrontés à la crise, à la concurrence inter-impérialiste dont le G7 vient d'être l'illustration, au retard pris dans les mesures antisociales par rapport aux impérialismes concurrents, nous allons y revenir, et en même temps, il nous faut nous poser des questions sur le niveau de l'affrontement de classe.

a) Mécontentement populaire et prolétarien : grèves, manifestations.

- Le conflit à la SNCF : mobilisation massive contre les objectifs du gouvernement. Privatisation, démolition des acquis des travailleurs (pb du statut, développement de la précarisation – politiques "néolibérales" dans l'ensemble des pays capitalistes), étranglement des services publics. On doit acheter les "marchandises-services" à leur prix ! La CGT et SUD ont fait connaître les conséquences en Allemagne dans le transport par rail. Il y a des abonnements à 400€ par mois qui coûtaient avant les réformes, celles que Macron veut faire passer, 70€. D'ailleurs on a des précédents : les trains sur l'Italie à la fin des années du XXe siècle ou après un an, c'était catastrophique à tous points de vue (propreté, services, voyage de groupe...!)
- La Fonction Publique dans ses différentes composantes (Etat/territoriales/Santé).
 - Pour FP d'Etat c'est surtout l'enseignement. Crise du recrutement. Réformes des collèges et lycées, du bac et de l'inscription en fac. Mais aussi les gardiens de prison qui réclament des moyens pour en finir avec la situation scandaleuse dans les prisons (la France condamnée à plusieurs reprises au plan international). Et, même si ce n'est pas si simple, dans la police où le mécontentement s'est manifesté il y a encore quelques jours, semble-t-il en dehors des syndicats officiels. On a assisté à des mouvements importants aux finances, avec occupation des locaux dans certains endroits.
 - FP Territoriale : de fortes mobilisations lors des manifestations, mais des inégalités, certes traditionnelles mais qui n'évoluent guère. Il y a un esprit clientéliste qui reste fort : les municipalités de droite, les plus nombreuses, se mobilisent peu ou pas du tout.
 - FP Hospitalière et j'ajouterais la santé en général : mobilisation forte (EPAHD, Banlieue rouennaise hôpital psychiatrique). Il faut dire que la situation est critique : Fermeture des hôpitaux, manque de personnel, développement d'un secteur privé qui non seulement crée un secteur à deux vitesses mais en plus très vite les conditions de travail se révèlent pires que dans le public. Ampleur inédite depuis les années 90.
- De nombreux mouvements dans l'industrie. Niveau de participation aux manifestations du 1^{er} mai plus important, avec banderole. Il nous faut suivre pas à pas les petites luttes qui éclatent, y intervenir et recenser toutes les formes de mécontentement.
- Les retraités : une mobilisation très forte qui dépasse ce que l'on n'a jamais connu. *NB : la dernière journée retraitée du 14 juin peut sembler infirmer, car la mobilisation a été plus faible. Mais il faut tenir compte du fait qu'il y avait plus de monde qu'en juin 2017, et d'autre part que la masse des retraités partent en vacances en juin.*
- Le mouvement étudiant. C'est le plus important mouvement depuis le CPE. Malheureusement beaucoup de confusions, pas d'organisation capable de coordonner. De plus, force est de constater au vu des tracts des interviews, une base de mobilisation très "sentimentale" : Parcoursup, les cheminots, deux questions très importantes certes, il faut se réjouir qu'elles ont été posées, mais dans le premier cas, c'est une revendication du mouvement lycéen (qui a brillé par son absence) jusqu'à la rentrée ; dans le second cas, c'est l'expression de la solidarité avec le prolétariat. Mais c'est largement insuffisant pour une mobilisation de masse du mouvement étudiant : il manque de programme revendicatif, prenant en compte les problèmes matériels qui découlent de la politique malthusienne et de privatisation des financements de l'université, des conditions de vie des étudiants du poids du coup des études. Rôle des groupes opportunistes, anarchistes et trotskistes surtout : idée que c'est le mouvement étudiant qui va relancer le mouvement → refaire 68. D'autre part, il faut trouver des formes variées d'expression du mécontentement. On procède à l'envers en se focalisant d'abord sur le blocage des facs et des examens, sans que l'on ait préparé la masse des étudiants à entrer dans la lutte contre le pouvoir et pour qu'ils

s'emparent comme mouvement de masse de la question du blocage et de l'éventuel blocage des examens. Il faut s'interroger sur le fait que de plus en plus en plus d'étudiants doivent trouver du travail, se loger, se nourrir et se soigner, que d'autres sont endettés, par rapport à des formes de lutte qui, si elles ne sont pas l'expression de la masse des étudiants, ne seront pas comprises car vécues comme le risque de perdre du temps (ce qu'ils n'ont pas les moyens de faire) dans la conduite des études. Par contre, peu de réactions dans les lycées, pourtant les premiers concernés. D'autre part, il y a tendance, plutôt qu'à avancer des revendications concrètes, à ne voir dans les manifestations que l'occasion de se confronter à la police en soi (Personne n'aime la police – ce qui est en plus faux, hélas). Et en même temps, cela doit aussi nous interroger sur ce que l'appareil répressif de la bourgeoisie fait peser sur la jeunesse. Et il ne faut pas confondre avec les Blackblochs, qui sont des provocateurs, qu'il faut dénoncer comme tels.

b) La politique de Macron

Ce que l'on vient de sommairement décrire est le résultat de la politique qui est mise en œuvre depuis un an par Macron et son équipe. Je rappelle que nous avons été parmi les premiers à avoir perçu que Macron était le candidat de l'oligarchie financière. Et pour être précis, il faudrait dire le candidat qu'elle avait choisi pour être élu, ce d'autant qu'il y avait des garde-fous pour le cas où ! Et les premiers et longtemps les seuls à avoir caractérisé Macron et sa politique d'extrême droite. Je rappelle que ça a été un des arguments que nous avons avancés dans la campagne des présidentielles pour justifier qu'il n'y avait pas de choix à faire entre deux candidats d'extrême-droite. De ce point de vue, la situation a changé ces derniers mois, mais c'est insuffisant, car il ne s'agit pas d'un point de vue simplement subjectif. Car nous sommes les seuls, pour l'instant, à caractériser cette politique comme une nouvelle étape de la politique des monopoles (c'est ce que nous entendions quand nous parlions de la recomposition du cadre politique). Dans les CC précédents, nous nous sommes expliqués sur cette question. Mais comme Salah Sakri vient de quitter le parti en prenant cette question comme un de ses prétextes, que c'est une question de fond, et qu'elle fait légitimement débat, (pas quand le niveau de l'argumentation est au niveau "café du commerce", *pour le sens commun, l'extrême-droite c'est le fascisme*, débilite politique justifiant un soutien à Macron), il nous faut y revenir sur la base du développement de la politique qui se met en place.

Caractérisation de la politique de Macron : c'est une politique d'extrême droite menée par un individu qui idéologiquement est d'extrême droite. Quelques camarades préfèrent de "droite-extrême qui se rattache au fascisme sous certains aspects". Franchement, camarades, on ne va pas s'affronter là-dessus, personnellement, je ne vois pas la différence. Simplement il faut s'expliquer sur ce qui fait débat : la différence entre extrême-droite et fascisme. Le fascisme, ce n'est pas seulement une politique réactionnaire contre la classe ouvrière, pour le renforcement de la mainmise exclusive des monopoles sur l'appareil d'État ! Ce n'est pas non-plus seulement la violence policière, l'arbitraire, la liquidation des droits sociaux, l'opposition aux formes parlementaires du pouvoir bourgeois, le racisme (sa forme antisémite en particulier), le nationalisme ... Parce qu'alors on a toujours connu le fascisme ! Le fascisme, c'est la terreur ouverte contre la classe ouvrière avec les assassinats, les descentes de commandos en plein-jour sous protection de la police et de la justice, la domination de l'État ne repose plus sur la loi, mais sur la force au service des monopoles, c'est l'éradication physique du mouvement ouvrier, et la petite et moyenne bourgeoisie étant écartée de la participation à l'élaboration de la politique de la bourgeoisie, c'est la militarisation de la société pour préparer la guerre avec un chauvinisme agressif, c'est l'organisation de l'économie à partir des seuls groupes monopolistes. Ce n'est pas Macron, ce n'est pas Sarkozy, ce n'est pas Horvath, pas même les réactionnaires polonais, ukrainiens ou baltes, même si pour les derniers, ça pourrait se transformer d'un coup. Quant à la fascisation, c'est la période intermédiaire où la grande bourgeoisie utilise le fascisme comme force politique pour semer la terreur, l'appareil d'État bourgeois viole sa propre légalité, mais où les fascistes n'ont pas en main encore l'exécution de la politique des monopoles. Quand les fascistes sont aux commandes, il n'y a plus d'extrême droite à proprement parler, puisqu'il n'y a plus de parlement, mais l'expérience historique montre que malgré tout elle survit sous une forme ou sur une autre en attendant son heure ! C'est le cas d'un Adenauer, mais aussi de De Gaulle, dont le refus de la capitulation en 1940, membre d'un gouvernement d'extrême droite, ne fait pas un homme de gauche, ni même de cette droite libérale-parlementaire que l'on connaît bien. Et avant de préciser, disons que l'extrême-droite a toujours en dernier ressort appuyé le fascisme quand celui-ci prend le pouvoir, tout en prenant ses distances quand cette forme de la domination de classe ne correspondait plus aux besoins des monopoles, pour apparaître comme une alternative "démocratique" pour maintenir les masses sous le drapeau du Capital. Regardez l'Espagne de Aznar et Rajoy, ce sont les héritiers de Franco, ils ont amalgamé derrière eux la droite traditionnelle, dite libérale qui avait d'ailleurs rallié le fascisme en 1936 (non sans couleuvres avalées comme le montre la mort du philosophe libéral Miguel de Unamuno).

Pour comprendre cette caractérisation de Macron et de sa politique, il faut la relier à la période historique qui commence à la fin du XIXe siècle avec l'évolution impérialiste du capitalisme (le capitalisme de monopoles). Avec le boulangisme et la tentative ensuite d'utiliser l'affaire Dreyfus contre la démocratie bourgeoise. Malgré les apparences, c'est complètement différent du bonapartisme, qui, lui, s'imposait à la bourgeoisie pour lui assurer l'ordre, en échange de quoi elle acceptait de lui laisser la conduite politique. Le courant dont nous parlons est différent dans le sens où il exprime la volonté du grand capital, des monopoles, de l'oligarchie financière, de diriger seul l'appareil d'État, de mieux adapter celui-ci à ses besoins politiques et économiques. C'est pourquoi il est antiparlementaire, hostile à la représentation électorale (**Macron veut utiliser des "spécialistes" et on se rappelle son mépris de la fonction parlementaire quand il a quitté le ministère des finances**), hostile aux partis (**ni droite, ni gauche**), présidentialiste autour du thème du chef (**Présidence Jupitérienne**). En France, il est clérical (**Macron et la question religieuse : dès son intronisation, B. Macron appelle les responsables**

religieux à prier pour lui. Remise en cause de la séparation de l'Eglise et de l'État par les ministres de l'Éducation et de l'Intérieur, mais surtout participation à la conférence des évêques de France ou il parle aux "Messeigneurs" des "liens de l'Eglise et de l'État qui se sont abîmés et qu'il appartient à l'Etat de les réparer", *et visite scandaleuse au Vatican au mépris de la loi (26 juin 2018)*), le nationalisme (forme particulière : les interventions militaires, mais aussi offensive politique au plan international, le discours en permanence sur la France, notre pays, sa conduite en Algérie, en Afrique ...) et la xénophobie (pas comme Le Pen, mais contre les non européens, cf Loi sur l'immigration), volonté de casser le mouvement ouvrier (loi Travail), régime politique autoritaire et policier (loi sur le renseignement, loi sur la protection des secrets industriels, projet de loi sur les fausses nouvelles...), hostilité aux conquêtes sociales et services publics (ici, cela s'inscrit dans ce qu'on appelle à tort le néolibéralisme, en fait c'est la politique du capital, à partir du changement de rapport des forces et des modifications dans le processus de production lié à la révolution scientifique et technique, et à la crise de Capitalisme), et banalisation de la Révolution française au nom de la continuité avec l'Ancien Régime.

Les défenseurs de sa politique, qui savent très bien, eux, de quoi il s'agit, nous parlent de Macron disciple de Paul Ricoeur, ce qui contredirait – pourquoi ? - ce qui vient d'être dit : or Ricoeur avant-guerre collabore à la revue *Esprit* qui si elle été favorable au Front Populaire, dès 1937 est très marquée par le planisme de Déat, le culte du chef, et défendant un renforcement de l'exécutif. En 1940, Ricoeur, comme *Esprit*, se félicite du coup d'Etat de Pétain, et le soutient jusqu'à ce que les perspectives de la guerre se modifient (C'est un peu la même chose avec l'école d'Uriage des cadres de Vichy -ancêtre de l'ENA? - avec Dumoulin de la Barthète que l'on veut faire passer pour des résistants). Et ensuite dans le camp de prisonnier où il est, Ricoeur défend la mémoire de Nietzsche qui n'aurait rien à voir avec le nazisme. C'est la tarte à la crème de ceux qui veulent réhabiliter ce philosophe raciste, antisémite, hostile aux travailleurs et à la Commune, irrationaliste, machiste, partisan de l'esclavage, de l'inégalité sociale, de la guerre et j'en oublie. (**le mépris de classe de Macron très nietzschéen**) A part ça, il est mort avant le nazisme, donc il n'a pas été nazi ; simplement par son idéologie, il leur préparait le prêt à porter idéologique ! Par conséquent Ricoeur, qui certes n'a pas été fasciste en tant que tel, n'est pas un témoin à décharge. Cette extrême droite s'est d'abord liée au fascisme français, puis avec l'évolution de la guerre, elle s'est ralliée aux USA, qui ont d'ailleurs jusqu'au bout joué Vichy, et à De Gaulle comme garant du pouvoir du capital (division factice entre la collaboration et le vichysme). Et après l'échec de 1945, le gaullisme, ce mouvement qui frayera avec les rescapés du fascisme sans pour autant s'y rallier, mais dont tout une partie du programme politique et économique est semblable sur le fond (voir les articles d'IC 146-147) va réaliser le rêve des milieux monopolistes en 1958.

Toute la politique de Macron a un seul objectif : imposer la satisfaction des besoins des monopoles coûte que coûte. La crise politique qui existe depuis les années 80, les ripostes populaires qui n'ont pas gagné, mais qui ont freiné, et la crise économique (exemple des retraites avec l'échec des fonds de pensions), nécessitent de rattraper le retard sur les autres pays capitalistes (exemple allemand, pas évident au plan économique, mais qui l'est au niveau de l'aggravation de l'exploitation et du prix de la force de travail).

C'est la crise politique qui met l'extrême droite à l'ordre du jour pour prendre de court la classe ouvrière. Profiter de la crise "pour faire du neuf" en brisant le cadre politique antérieur. Du point de vue social, c'est l'aggravation des politiques antérieures. Au plan politique, c'est une tentative de parvenir à une nouvelle étape de la mainmise des monopoles sur l'appareil d'État. Plus de financement public, un contrôle des salaires plus fort, plus de contrôle parlementaire, le pouvoir concentré dans les mains du seul exécutif, les assemblées et les élections n'étant que de simples faire-valoir pour organiser le consensus dont les monopoles ont besoin. C'est le capitalisme monopoliste d'Etat analysé par Lénine : l'appareil d'Etat et celui des monopoles forment un mécanisme unique qui met l'Etat sous le contrôle direct des monopoles et du capital financier. Cela s'est mis en place dès 1914 avec la guerre, puis le fascisme a exprimé cette tendance ainsi que Keynes (c'est la version extrême-droite). Après la seconde guerre mondiale, le nouveau rapport de force a modifié les données. Cette politique devait intégrer les conquêtes sociales, car le CME a une fonction essentielle dans la lutte contre le socialisme et le mouvement ouvrier, mais en même temps, au plan économique, le mécanisme reste en place.

Car contrairement à quelqu'un qui n'a rien compris au marxisme-léninisme tout en donnant des leçons à tout le monde, l'État n'est plus l'État de toute la bourgeoisie. C'est l'État des monopoles (Lénine insiste déjà sur cette question, alors que le processus n'est pas achevé / la guerre de 1914. Le fascisme et les tentations autoritaires de 1920 à 1944 (cf Dimitov au VIIIe congrès, l'État gaulliste)). Dans la démocratie bourgeoise, l'État est celui de toute la bourgeoisie : le parlementarisme. Depuis l'impérialisme, la bourgeoisie monopoliste dirige la bourgeoisie dans son ensemble, et veut un pouvoir d'État fort à son service exclusif. En période de crise, les monopoles veulent exclure la petite et moyenne bourgeoisie, car cela crée une instabilité qui peut permettre à la classe ouvrière de profiter des contradictions. De Gaulle, en 1958, avait pu donner l'illusion de l'État de toute la bourgeoisie, mais c'était purement formel, c'est bien l'exécutif qui dirige la politique monopoliste, pas le Parlement. Macron a en charge d'en finir avec le formalisme : il veut renforcer les liens entre l'exécutif et les monopoles, c'est l'entrée de la fameuse société civile ; un État géré par des spécialistes : la technocratie et les représentants des monopoles. Un État dirigé comme un conseil d'administration. Le factotum de la Banque Rothschild sait de quoi il parle !

Étant donné le programme fixé à Macron, et le calendrier de mise en place, la crise peut rebondir, il y a nécessité d'une attaque globale. Sur tous les fronts, y compris le renforcement de l'autoritarisme. C'est sur cette partie de l'attaque que la

réponse est faible : rien ou presque des réformistes (FI et PCF), si ce n'est quelques déclarations. Rien du côté syndical. Pour l'instant, les seuls, ce sont... Larcher et Laurent Wauquier ! Pb de survie pour Les Républicains. Dans le mouvement communiste de France, comme chez les groupes opportunistes (trotskistes, albanais) rien. Or ces questions politiques sont fondamentales pour l'avenir des luttes. Seule l'élection du Président de la République donnera l'orientation de l'exécutif : élection anti-démocratique qui donnera une légitimité absolue. C'est différent aujourd'hui (voir crise qui couve dans la majorité (immigrés, portable à l'école ...)).

c) L'affrontement de classes

Cette politique menée → mécontentement général que nous avons vu s'exprimer. Et la crise politique n'est pas résolue, par la recomposition du champ politique.

Macron est partagé entre diriger les affaires et prendre du champ pour ne pas s'exposer. En même temps, les rivalités inter-impérialistes obligent à ce qu'il soit au premier plan. Les événements là encore nous donnent raison : ce n'est pas un domestique des Allemands; ce n'est pas un valet de Trump ; c'est le représentant de l'impérialisme français. Ce n'est pas un impérialisme en haillon, c'est la 5^e puissance mondiale, en difficulté pour maintenir sa place mais qui voudrait une place plus grande. Même vis-à-vis d'Israël, le représentant de la banque Rothschild est obligé de tenir compte des intérêts de l'impérialisme français. La politique de Trump vise à recomposer les relations politiques internationales, à rouvrir la politique de repartage du monde. Sommes-nous à un tournant de la politique internationale ? Fin du libre-échange et des traités de commerce ? Le protectionnisme peut déboucher sur une crise d'ampleur dans un climat de crise permanente (surproduction). Division de la bourgeoisie sur la question environnementale et le numérique : Macron paraît être lié au secteur monopoliste intéressé par le capitalisme "vert" et nouvelles technologies. Contradictoires avec certains aspects, mais pas plus qu'avec la politique favorable aux pétroliers (priorité à la route). Ce n'est donc pas simplement par manœuvre que Macron s'implique dans la politique internationale. Ses collègues font la même chose, même si lui, il utilise cela comme un moyen de redorer son blason.

Au plan intérieur, la riposte n'est pas à la hauteur. Si nous avons insisté sur la montée des luttes, c'est l'élément fondamental, il ne faut pas se faire d'illusions :

- Faiblesse des cortèges, l'utilisation des Blacks blocs n'explique pas tout. L'état d'urgence a laissé des traces. Mais il y a aussi une certaine passivité au sens où les travailleurs, la jeunesse, ne voient pas dans l'action multiforme (arrêt de travail, grèves, grève générale, manifestations, action de solidarité avec ceux qui sont à la pointe...) un tout. Par exemple, on note un décalage entre la participation aux grèves, souvent importante comme dans la santé, et des cortèges de manif médiocres.
- Absence de stratégie de la part de la CGT, même si la situation n'est heureusement plus celle d'il y a trois ans. Pourtant, sur le fond, rien n'a changé. Le courant réformiste a modifié son langage, mais continue à dominer le mouvement syndical ! Il est impérieux que le prochain congrès de la CGT (idem pour la FSU) voie le courant de classe se renforcer. On ne peut que se féliciter à ce propos de la montée de la demande de réadhesion à la FSM, et par le fait que certaines organisations en aient pris l'initiative. Nous devons y contribuer en particulier en mettant en œuvre les décisions du CC par rapport au Front Syndical de Classe et aux prises de contact avec les camarades Page, Hoareau et les camarades de la Région Centre et ce quelles que soient les divergences sur le reste. Et si d'autres se manifestent sur un plan unitaire, soyons attentifs et allons au-devant d'eux !

Les luttes sociales ont du mal à s'ancrer. Des mouvements de colère, mais pas de durée dans le temps. Le passé pèse, la masse des jeunes qui rejoignent le monde du travail n'a pas connu autre chose que la domination réformiste. C'est aussi une raison pour laquelle la lutte des cheminots est importante : certes on va vers un nouveau recul de la classe ouvrière. Mais cette lutte, qui n'est pas terminée, montre aussi qu'elle met en difficulté la politique du pouvoir : ils ont été obligés de faire des concessions. Il faut tout en maintenant l'opposition au démantèlement de la SNCF, en même temps, valoriser ce que le mouvement de grève a empêché.

En même temps, il faut arrêter de prendre nos désirs pour la réalité, quand une lutte emblématique éclate, en pensant que tout va exploser. Pour mémoire, les grands mouvements sociaux n'éclatent pas comme ça. Pour prendre 1968, il faut se rappeler la manière dont ce mouvement s'est inscrit.

Le manque de perspectives politiques réelles freine la mobilisation nécessaire. Et à ce propos, on ne peut que souligner le mauvais coup porté aux travailleurs par ceux qui ont appelé à choisir Macron contre Le Pen lors de la comédie de 2017 ! Car on ne lutte pas contre l'extrême-droite marquée par son passé fasciste, en appelant à voter pour ... l'extrême droite en complet-veston et au discours moderniste. Ce qu'il faut, c'est combattre le capitalisme, qui provoque ces phénomènes et mène une politique contre le prolétariat, sous le drapeau de ce dernier, celui de la révolution nécessaire pour en sortir, même si celle-ci n'est pas à l'ordre du jour politique maintenant ! Elle l'est au niveau historique ! Il faut donc s'appuyer sur les revendications immédiates, pas sur un candidat qui ne les satisferait pas, s'appuyer sur la défense des acquis et pas sur un candidat qui a mission de les détruire, défendre les libertés démocratiques et non un candidat qui dans son programme ne cachait pas ses desseins, sans compter qu'il sortait d'un gouvernement dont la politique est responsable de la relative

poussée du FN. Et il faut rajouter qu'il faut combattre l'Union Européenne de la bourgeoisie monopoliste, et l'OTAN son bras armé et non inviter ses généraux à la Fête de l'Humanité, pas plus que soutenir Tsipras et SYRISA !

Les participants aux manifs syndicales et à celles des 5 mai et 26 mai ne sont pas tout à fait les mêmes. La masse des syndicalistes n'étaient pas présents, ou alors, en province, quand ce sont les mêmes, pas d'élargissement. Cela semble différent à Marseille où la CGT est à l'initiative (Mélenchon obligé de se rallier). Il ne faut pas sous-estimer, ni surestimer la crise qui affecte les partis petits bourgeois réformistes. Ils sont en état de faiblesse, mais pour autant, le vieillissement incontestable de leurs rangs ne doit pas cacher qu'ils ont encore une certaine base dans la jeunesse. Le PCF est en crise, mais reste une force organisée. Mais pas de programme, même réformiste, pas de visibilité politique, divisé, vieillissement, même si ce parti draine quelques jeunes. Il va tenir son congrès à la fin de l'année. Des textes s'opposent, mais ils ne semblent pas en état de l'emporter. Et l'on ne dira jamais assez aux camarades qui les défendent, de la manière la plus fraternelle : en restant au PCF, avec sa ligne politique, vous cautionnez sa direction. *Ce n'est pas vous qui avez besoin d'elle, c'est elle qui a besoin de vous !*

Les camarades de la jeunesse se proposent en une douzaine de pages de faire une critique des positions de la "plate-forme" de la direction du PCF. Ce n'est plus dans nos habitudes. Mais il faut intégrer cette proposition – à condition qu'elle ne gêne pas la préparation de nos textes pour notre propre congrès, sachant cependant que ce texte peut faire partie de notre projet de document. Pourquoi ? Parce que ce texte (et je ne suis pas sûr que cela n'ait pas d'impact dans la partie du Mouvement Communiste de France qui reste dans le PCF, avec les implications que cela peut avoir dans le mouvement syndical), diffuse des thèses très graves, par exemple celles de Bernard Friot. Ces thèses au fond s'attaquent à l'existence même de la classe ouvrière en remettant en cause la définition marxiste du travail et de la valeur-travail. Si elles s'imposaient, elles donneraient une nouvelle arme à la bourgeoisie contre les retraites par exemple, contre les chômeurs, ceux qui ne travaillent pas sur le marché du travail proprement dit. Ici, on peut voir que l'Utopie c'est comme l'Enfer : pavé de bonnes intentions, mais c'est l'Enfer, et l'Utopie quelque chose de réactionnaire. Donc il faut répondre là-dessus comme sur le reste (l'Europe par exemple). Sur le PCF, nous venons d'apprendre qu'il s'est opposé à notre inscription sur la liste Solidnet (celle des partis qui participent à la Conférence internationale annuelle des Partis communistes). Ce qui est extraordinaire, c'est l'argumentaire : depuis 1920, le PCF a toujours pratiqué la solidarité internationale ! Et il s'est opposé à tous ceux qui voulaient affaiblir le combat anticapitaliste par la division. Pas de référence à l'antisoviétisme depuis 1976, à la mutation, à l'acceptation de la condamnation de l'histoire du socialisme comme criminel pour pouvoir intégrer le PGE ! Nous allons répondre en écrivant aux PC et Ouvriers.

Quant à France Insoumise, c'est de la communication gesticulatoire et verbale, mais pas d'organisation structurée. Ses propositions, dans une démarche purement réformiste, visent à "empêcher le pire", à aménager le système (accent sur la finance et pas sur le capitalisme qui pourrait être autre chose que ce qu'il est !)

Un mot sur le PS. Il a été profondément touché par les événements ; ceci dit, le dernier (?) congrès a entériné son activité gouvernementale tout en reprenant un discours de "gauche". Avec un brin de masochisme pour donner l'impression qu'il est avec le peuple malgré tout : capable d'aller se faire huer et chasser des manifestations ! Ne nous y trompons pas et dénonçons-les : car en faisant cela, c'est une manière de dire : « Nous sommes avec vous, faites-nous confiance, mais notre politique, c'est la seule qui est possible ». Hollande fait la même chose avec son livre, et Hamon aussi avec un discours qui se veut plus "gauche". Il faut faire la clarification, car le PS peut très bien se refaire une santé. On peut compter sur le PCF pour l'y aider ! Et nous devons faire la lumière sur les Verts et la CFDT.

Pour l'instant, Mélenchon apparaît comme la pièce maîtresse du réformisme social-démocrate rénové. Le contexte politique de crise de la représentation des classes et groupes sociaux permet à Macron de faire avancer sa politique (même s'il est obligé de reculer partiellement à y regarder de plus près, mais fondamentalement, il avance). La question posée plus que jamais, c'est la question de la reconstruction d'un parti communiste, implanté dans la classe ouvrière, dans l'ensemble des travailleurs et qui pose la question du remplacement du système capitaliste. Mais pas seulement ! capable de construire une stratégie adéquate pour se préparer à l'affrontement direct et victorieux pour le pouvoir de la classe ouvrière (stratégie que le Parti n'avait pas en 1968). Or force est d'admettre que le Mouvement Communiste de France est pour l'instant hors-jeu. Il est divisé, faible du point de vue organisationnel. Pourtant des potentialités existent malgré tout. Mais nous devons jouer notre rôle avec patience et esprit conquérant.